

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1988-1989

23 FEVRIER 1989

Proposition de loi modifiant les articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement

 (Déposée par MM. Baert et Peeters)

DEVELOPPEMENTS

Les auteurs de la présente proposition de la loi partent du principe que dès la conception et durant toute la durée de la grossesse, le fœtus est une vie qui mérite d'être protégée, un être humain en devenir.

Ils considèrent, par ailleurs, que si le fœtus mérite d'être protégé, la femme, la famille et la relation entre les partenaires le méritent aussi.

Ils estiment enfin, que l'avortement est en tout cas une réalité sociale, la manifestation d'une carence humaine et, souvent, un fléau social qu'il y a lieu de prévenir autant que possible et qui ne doit pas devenir un instrument de régulation des naissances.

Ils ont également conscience de l'absence d'un consensus social général sur les idées en la matière.

Ils constatent que, dans le contexte juridique actuel, l'avortement reste en principe, punissable, mais que, traditionnellement, il ne donne lieu à aucune poursuite lorsqu'il a été pratiqué en vue de sauver la vie de la mère ou de préserver sa santé; ils constatent aussi, d'une part, que ces dernières années plusieurs parquets sont restés dans l'expectative et,

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1988-1989

23 FEBRUARI 1989

Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 350 tot 353 van het Strafwetboek betreffende de zwangerschapsafbreking

 (Ingediend door de heren Baert en Peeters)

TOELICHTING

De indieners van dit voorstel van wet gaan ervan uit dat van bij de bevruchting en tijdens geheel de duur van de zwangerschap de vrucht beschermwaardig leven is, een mens in wording.

Zij gaan er verder ook van uit dat naast de beschermwaardigheid van de vrucht er ook een beschermwaardigheid is van de vrouw, van het gezin en van de relatie tussen de partners.

Tenslotte gaan zij ervan uit dat abortus in elk geval een maatschappelijke realiteit is en een uiting van menselijk tekort en veelal een maatschappelijk kwaad, dat in de mate van het mogelijke dient te worden voorkomen, en dat geen wijze van geboorteregeling kan zijn.

Zij zijn er zich ook van bewust dat over deze opvattingen geen algemene maatschappelijke consensus bestaat.

Zij stellen vast dat de juridische situatie op dit ogenblik zo is dat abortus in principe altijd strafbaar is, doch dat traditioneel niet wordt vervolgd wanneer de ingreep werd verricht om het leven van de moeder te redden of haar gezondheid te beschermen; verder dat de jongste jaren enerzijds verscheidene parketten een afwachende houding aannemen,

d'autre part, que dans les cas dont ils sont encore saisis, les tribunaux statuent dans des sens passablement divergents et que les juges du fond ont prononcé des acquittements dans divers cas, bien que les faits fussent prouvés.

Toutes les données statistiques indiquent que le nombre des avortements reste élevé, tandis que celui des poursuites est devenu minime. A cela s'ajoute que, dans pratiquement tous les pays voisins, l'on a procédé à une dépénalisation partielle, mais parfois très poussée, de l'intervention.

Les auteurs de la présente proposition sont bien obligés, dès lors, de constater que la loi pénale ne permet nullement de réaliser l'objectif poursuivi, qui est de prévenir l'avortement.

L'on peut dès lors se demander si la loi pénale est bien le meilleur instrument pour prévenir ce fléau.

D'aucuns affirment — et leur opinion ne manque assurément pas de fondements sérieux — qu'il faut combattre l'avortement non pas par des dispositions pénales, mais par d'autres moyens, c'est-à-dire par des mesures de droit civil, et surtout par des mesures de nature sociale et pédagogique, ainsi que par le biais de la déontologie médicale.

Les auteurs estiment que l'intérêt protégé est d'une telle importance et que l'existence de dispositions pénales est encore à ce point déterminante, du point de vue socio-psychologique, pour la préservation morale d'un comportement, qu'il est indispensable de maintenir, en principe, le caractère punissable de l'avortement.

En revanche, humainement et socialement parlant et compte tenu des mœurs et des usages ainsi que d'une partie de l'opinion publique, il est évidemment impossible de maintenir le caractère punissable de l'intervention dans un certain nombre de situations concrètes.

Il n'est pas possible, selon nous, d'énumérer ces situations concrètement et en détail dans un texte de loi, comme on a tenté de le faire dans des propositions antérieures. Une telle énumération ou définition fragmentée sera toujours à la fois trop large et trop limitée.

C'est pourquoi les auteurs souhaitent introduire dans cette matière la notion de situation de détresse comme critère général à prendre en considération pour la suppression du caractère punissable. L'existence d'une telle situation constituerait donc un motif d'excuse *sui generis*.

Il a paru indiqué aux auteurs de la proposition de définir la notion de situation de détresse dans le texte. Cela d'autant plus que l'appréciation de la situation de détresse sera confiée au juge, et qu'elle ne dépendra pas de la volonté, même ferme et persistante, de la femme ou du jugement exclusif d'un médecin. Sinon le caractère en principe punissable

en anderzijds in de gevallen die nog voor de rechtbanken worden gebracht, de uitspraken nogal uiteenlopend zijn, en door de rechters over de grond in verscheidene gevallen werd vrijgesproken, hoewel de feiten bewezen waren.

Volgens alle statistische gegevens blijft het aantal abortussen hoog, terwijl het aantal vervolgingen miniem is geworden. Daarbij komt dat in vrijwel al de ons omringende landen werd overgegaan tot gedeeltelijke doch soms zeer verregaande depenalisering van de ingreep.

De indieners van dit voorstel kunnen dan ook niet anders dan vaststellen dat de strafwet het doel, namelijk het voorkomen van abortus, geenszins bereikt.

Men kan zich dan ook afvragen of de strafwet wel het beste middel is om het kwaad te vermijden.

Sommigen stellen, en voor hun mening zijn ongetwijfeld ernstige argumenten aan te halen, dat abortus niet door strafbepalingen doch door andere middelen moet worden bestreden, maatregelen van civiel-rechtelijke en vooral van sociale en pedagogische aard, en ook langs de weg van medische deontologie.

Voor ons is het beschermde belang zo belangrijk, terwijl sociaal-psychologisch het bestaan van strafbepalingen nog zo doorweegt bij de morele handhaving van een gedraging, dat de principiële handhaving van de strafbaarheid van abortus door ons als onontbeerlijk wordt beschouwd.

Daartegenover is het duidelijk dat menselijk en sociaal, en rekening houdend met de zeden en gewoonten en een deel van de *communis opinio*, de strafbaarheid van de ingreep in een aantal concrete situaties niet houdbaar is.

Het is o.i. niet mogelijk die situaties in detail en *in concreto* in een wettekst op te sommen, hoewel dat in vroegere voorstellen werd gepoogd. Zulke opsomming of gefragmenteerde omschrijving zal steeds tegelijk te breed en te beperkt zijn.

Daarom wensen zij in deze materie het begrip « noodsituatie » in te voeren als algemeen criterium voor het wegvallen van de strafbaarheid. Dus als een grond van verschoning *sui generis*.

Het kwam de indieners aangewezen voor, het begrip « noodsituatie » in de tekst te omschrijven. Dit des te meer, nu de beoordeling van de noodsituatie aan de rechter wordt overgelaten, niet aan een zelfs vaste en volgehouden wil van de vrouw of aan de uitsluitende beoordeling door een geneesheer. Anders zou immers de principiële strafbaarheid van

de l'avortement disparaîtrait assez vite dans la pratique.

**

Même dans une véritable situation de détresse, on ne peut admettre une levée automatique du caractère punissable de l'avortement.

La femme doit tout d'abord être informée convenablement à la fois des risques médicaux et psychologiques qu'entraîne l'intervention et des autres possibilités éventuelles de résoudre sa situation de détresse.

Pour les mineurs de moins de 18 ans, l'accord des parents ou du tuteur est requis.

Le tourisme abortif tel qu'il est pratiqué dans d'autres pays, ne doit pas être encouragé. Il faudra dès lors que la femme habite la Belgique.

Il serait, par ailleurs, intolérable, même dans une situation de détresse, que l'intervention se déroule dans des conditions médicales et hygiéniques inacceptables. Il faudra, par conséquent, qu'elle soit pratiquée par un médecin et dans un service gynécologique d'un hôpital agréé pouvant également fournir les informations préalables nécessaires.

Enfin, il est utile de prescrire un certain temps d'attente, un délai de réflexion, avant la décision définitive comme avant l'intervention.

**

Les auteurs estiment encore que la clause morale doit être maintenue : nul ne peut être contraint de prêter son concours à un avortement, même pas dans une situation de détresse (« clause de conscience »).

D'autre part, on ne peut pas non plus abandonner purement et simplement à son sort une femme qui se trouve ou pourrait se trouver dans une situation de détresse. La femme devra, dès lors, au cas où la clause de conscience serait invoquée par un médecin, être renvoyée à un médecin compétent et à un service d'accueil.

**

Les autres articles du Code pénal ne doivent pas être abrogés. Une telle abrogation serait d'ailleurs assez incompréhensible, par exemple en ce qui concerne le cas d'un avortement qui aurait été pratiqué sur une femme non consentante et qui aurait entraîné la mort de celle-ci. Certains articles devront toutefois être adaptés, en particulier compte tenu de la modification de l'article 350.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article modifie l'article 350 du Code pénal.

Le § 1^{er} confirme le principe selon lequel l'interruption de grossesse constitue une infraction.

abortus op korte termijn in de praktijk gewoon wegvallen.

**

Zelfs in een heuse noodsituatie kan niet aanvaard worden dat de strafbaarheid zomaar zou wegvallen.

De vrouw moet vooreerst behoorlijk voorgelicht worden, én over de medische en psychologische risico's die de ingreep meebrengt, én over de andere mogelijkheden die er kunnen zijn om haar nood-situatie zo mogelijk op te lossen.

Voor minderjarigen beneden 18 jaar dient toestemming te worden gegeven door ouders of voogd.

Abortus-toerisme zoals dat in sommige andere landen bestaat, behoort niet te worden bevorderd. Daarom moet de vrouw in België wonen.

En zelfs in een noodsituatie kan niet gedoogd worden dat de ingreep in medisch-hygiënisch onaanvaardbare voorwaarden zou plaatsvinden. Daarom wordt als voorwaarde gesteld dat de ingreep zou worden verricht door een geneesheer in een gynaecologische dienst van een erkend ziekenhuis, dat tevens de nodige voorlichting kan geven.

Tenslotte is het nuttig, een zekere wachttijd, een bezinningstijd voor te schrijven, zowel voor de definitieve beslissing als voor het uitvoeren van de ingreep.

**

De indieners zijn ook van oordeel dat de morele clause dient te worden gehandhaafd : niemand mag verplicht worden aan een abortus mee te werken, ook niet in een noodsituatie (« gewetens-clausule »).

Anderzijds mag men een vrouw die in een nood-situatie verkeert of zou kunnen verkeren niet zomaar in de kou laten staan. Zodat ingeval de gewetens-clausule door een geneesheer wordt ingeroepen, de vrouw naar een bevoegd geneesheer en een opvangdienst dient te worden doorgewezen.

**

De andere artikelen van het Strafwetboek behoren niet te worden afgeschaft. Zulke afschaffing ware overigens nogal onbegrijpelijk, b.v. in het geval van een abortus op een niet-toestemmende vrouw, welke haar dood heeft veroorzaakt. Wel zullen sommige artikelen moeten aangepast worden aan de wijziging van, vooral, artikel 350 van het Strafwetboek.

Toelichting bij de artikelen

Artikel 1

Dit artikel wijzigt artikel 350 van het Strafwetboek.

In § 1 wordt de principiële regel van de strafbaarheid van zwangerschapsafbreking gehandhaafd.

Au § 2, la situation de détresse est admise comme motif d'excuse *sui generis*, étant entendu que, dans ce cas le caractère d'infraction disparaît.

Le texte donne une définition générale et abstraite de la notion de situation de détresse (deuxième alinéa du § 2); celle-ci dépend, d'une part, de la situation de l'intéressée (ou des intéressés) sur le plan humain (« pas souhaitable, du point de vue humain ») et, d'autre part, de l'intérêt de la société (« du point de vue social, n'est pas souhaitable, ne présente aucune utilité ou n'a qu'une utilité trop limitée »).

C'est au juge qu'il appartiendra d'apprécier cette situation de détresse. Il s'agit en effet d'un motif d'excuse, d'un élément qui, dans un cas d'espèce, enlève son caractère punissable à un comportement qui constitue en soi une infraction. Le cas échéant, il incombera aux intéressées d'en apporter la preuve.

Conformément à ce qui a été dit dans les développements, le caractère d'infraction ne disparaît au § 3 que si un certain nombre de conditions sont réunies. Le sens et l'objet de celles-ci sont suffisamment clairs :

— il faut réunir des conditions de sérieux médical et d'hygiène;

— il faut veiller à ce que soit fournie une information préalable sur les possibilités d'accueil de la femme et de l'enfant à naître;

— il faut se garder d'encourager le tourisme abortif;

— il faut, pour les mineurs âgés de moins de 18 ans, l'accord de leurs parents ou de leur tuteur.

Le § 4 impose des conditions supplémentaires au médecin :

— il doit fournir des informations concernant les risques; notons à cet égard que la notion de risques médicaux doit être interprétée au sens large et qu'elle englobe notamment les risques d'ordre psychique;

— il doit s'assurer que la femme a bien reçu les informations visées au paragraphe précédent.

Le § 5 prescrit un temps de réflexion minimal.

Le § 6 impose au médecin l'obligation d'informer la femme sur les possibilités de la contraception.

Article 2

Cet article reconnaît au médecin, au praticien de l'art infirmier ou à l'auxiliaire paramédical le droit communément admis de refuser son concours à un avortement. Il s'agit de la clause dite « de conscience ou clause morale ».

In § 2 wordt de noodsituatie aanvaard als grond van verschoning *sui generis*, met dien verstande dat de strafbaarheid erdoor vervalt.

Het begrip noodsituatie wordt, in het algemeen en in *abstracto* in de tekst omschreven (tweede lid van § 2), en is afhankelijk van, aan de ene kant, de menselijke situatie van de betrokkene(n) (« menselijkerwijze niet gewenst »), en tevens van het belang van de maatschappij (« maatschappelijk ofwel niet gewenst, ofwel zonder nut, ofwel slechts een niet voldoende opwegend nut »).

Die noodsituatie zal door de rechter beoordeeld moeten worden. Het is immers een grond van verschoning, een element op grond waarvan een gedraging die op zichzelf strafbaar is, haar strafbaarheid verliest in het concrete geval dat zich voordoet. Dat moet in voorkomend geval door de belanghebbenden bewezen worden.

Overeenkomstig wat in de algemene toelichting werd gezegd, wordt in § 3 het wegvallen van de strafbaarheid aan een aantal voorwaarden gebonden. De betekenis en de bedoeling daarvan is duidelijk genoeg :

— voorwaarden van medische ernst en hygiëne;

— voorafgaande voorlichting i.v.m. de mogelijkheden tot opvang van de vrouw en het kind dat zij verwacht;

— geen bevordering van het abortus-toerisme;

— minderjarigen beneden de 18 jaar moeten het akkoord van hun ouders of voogd hebben.

In § 4 worden bijkomende voorwaarden opgelegd aan de geneesheer :

— voorlichting betreffende de risico's; hierbij zij opgemerkt dat het begrip « medische risico's » breed gezien moet worden, en onder meer ook de risico's van psychische aard omvat;

— er zich van vergewissen dat de vrouw de voorlichting bedoeld in de vorige paragraaf heeft gekregen.

In § 5 wordt een minimale wachttijd voorgeschreven.

In § 6 wordt aan de geneesheer de verplichting opgelegd om de vrouw voor te lichten betreffende de mogelijkheden van contraceptiva.

Artikel 2

In dit artikel wordt het algemeen aanvaarde recht van een geneesheer, verpleegkundige of lid van het paramedisch personeel erkend om te weigeren aan een abortus mee te werken. Dit is de zgn. « gewetensclausule » of morele clausule.

Le médecin qui refuse son concours doit toutefois aiguiller l'intéressée sur une autre voie en ce sens qu'il est tenu de fournir les renseignements nécessaires concernant d'autres organismes et établissements où l'intervention pourra probablement être pratiquée. Il va de soi qu'il faut pour cela que la situation de détresse ait au moins un semblant de vérité.

Article 3

Cet article vise à adapter l'article 351 en fonction des modifications apportées à l'article 350.

Article 4

Cet article vise à adapter l'article 352 à l'article 350 modifié.

Article 5

Cet article adapte également l'article 353 à l'article 350 modifié.

La référence à l'article 350 est supprimée. En effet, il serait absurde de disposer, à l'article 350, que les causes d'excuse ne peuvent être invoquées que lorsque l'intervention est pratiquée par un médecin et de prévoir, à l'article 353, une peine plus lourde précisément pour le médecin.

L'aggravation de la peine est toutefois bel et bien maintenue pour les cas d'avortement visés aux articles 348 et 352.

••

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

A l'article 350 du Code pénal, dont le texte actuel deviendra le § 1^{er}, sont insérés les paragraphes suivants :

« § 2. Toutefois, il n'y aura pas d'infraction lorsque la femme enceinte, que son état place en situation de détresse, a expressément demandé à un médecin d'interrompre sa grossesse, et que cette interruption est pratiquée dans les conditions prévues aux §§ 3, 4 et 5.

Une situation de détresse au sens de l'alinéa précédent est une situation de détresse telle que, du point de vue humain, la répression pénale de l'avortement n'est pas souhaitable, et que, du point de vue social, sa répression soit n'est pas souhaitable, soit ne présente aucune utilité, soit n'a tout au plus

De geneesheer die weigert dient echter door te verwijzen, in die zin dat hij de nodige inlichtingen dient te verschaffen betreffende andere instellingen en inrichtingen waar de ingreep wellicht kan worden verricht. Het spreekt vanzelf dat daartoe de noodsituatie ten minste een schijn van waarachtigheid dient te hebben.

Artikel 3

Dit artikel beoogt artikel 351 aan te passen aan de wijzigingen aangebracht aan artikel 350.

Artikel 4

Door dit artikel wordt artikel 352 op zijn beurt aangepast aan het gewijzigde artikel 350.

Artikel 5

Hier geldt hetzelfde voor artikel 353.

De verwijzing naar artikel 350 wordt hier weggelaten. Het zou immers onzinnig zijn in artikel 350 te bepalen dat de verschoningsgrond slechts geldt wanneer de ingreep door een geneesheer wordt uitgevoerd, en in artikel 353 precies de geneesheer zwaarder te straffen.

De strafverzwaring wordt wel behouden voor de abortus bedoeld in de artikelen 348 en 352.

F. BAERT.

••

VOORSTEL VAN WET

Artikel 1

In artikel 350 van het Strafwetboek waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, worden de volgende paragrafen ingevoegd :

« § 2. Het feit zal evenwel niet worden bestraft, indien de zwangere vrouw door haar toestand in een noodsituatie verkeert en zij een geneesheer uitdrukkelijk heeft verzocht haar zwangerschap af te breken, voor zover de zwangerschapsafbreking wordt uitgevoerd onder de in de §§ 3, 4 en 5 bepaalde voorwaarden.

Een noodsituatie in de zin van het vorige lid is een dergelijke toestand van nood, dat menselijkerwijze de bestraffing van de vruchtafdrijving niet gewenst is en maatschappelijk gezien bestraffing ofwel niet gewenst ofwel zonder nut is, ofwel en ten hoogste slechts een maatschappelijk nut heeft dat niet op-

qu'une utilité sociale qui est hors de proportion avec le traumatisme supplémentaire occasionné par des poursuites pénales et l'application d'une peine.

§ 3. Toutefois, le caractère punissable ne disparaîtra, en cas de situation de détresse au sens du paragraphe précédent, que si les conditions suivantes sont réunies :

1° l'interruption de grossesse doit être pratiquée par un médecin dans un service gynécologique d'un hôpital ou d'un établissement de soins, agréés par le Ministère de la Santé publique et où existe un service d'accueil et d'information chargé des missions définies au 2°;

2° la femme enceinte et, le cas échéant, son conjoint ou son partenaire doivent avoir, au préalable, été soigneusement informés sur les moyens auxquels la femme pourrait avoir recours pour résoudre les problèmes sociaux et psychologiques posés par sa situation et, en particulier, sur les droits, aides et avantages garantis par la loi et les décrets aux familles, aux mères célibataires ou non, et à leurs enfants, ainsi que sur les possibilités offertes par l'adoption de l'enfant à naître;

3° la femme qui subit l'intervention doit être domiciliée en Belgique;

4° s'il s'agit d'une mineure d'âge de moins de 18 ans, elle doit avoir l'autorisation de ses parents ou de son tuteur.

§ 4. De plus, pour le médecin qui pratique l'interruption de grossesse, le caractère punissable de l'intervention ne disparaîtra, en cas de situation de détresse de la femme, que si les deux conditions suivantes sont réunies :

1° il doit avoir informé la femme des risques médicaux actuels ou futurs qu'elle court en raison de l'interruption de la grossesse;

2° il doit s'être assuré que la femme a reçu les informations préalables visées au § 3, 2°, du présent article.

§ 5. Il faut, enfin, pour que le caractère punissable de l'interruption de grossesse disparaisse en cas de situation de détresse au sens du § 2, qu'un délai de réflexion d'au moins sept jours à compter de la demande initiale de la femme ait été respecté, et qu'après avoir été informée par le médecin, conformément au § 4, 1°, ainsi que par le service visé au § 3, 1°, conformément au § 3, 2°, elle ait confirmé sa demande par écrit, quarante-huit heures au plus et vingt-quatre heures au moins avant l'intervention.

Cette confirmation est versée au dossier médical.

weegt tegen het bijkomende trauma van strafvervolg en bestraffing.

§ 3. De strafbaarheid zal in geval van noodsituatie zoals bedoeld in de vorige paragraaf evenwel slechts wegvallen op voorwaarde dat :

1° de zwangerschapsafbreking wordt verricht door een geneesheer in een gynaecologische dienst van een door het Ministerie van Volksgezondheid erkend ziekenhuis of gezondheidsinstelling, waar tevens een opvang- en voorlichtingsdienst bestaat, belast met de sub 2° omschreven taken;

2° aan de zwangere vrouw en, in voorkomend geval, ook aan haar echtgenoot of partner vooraf zorgvuldige voorlichting wordt verstrekt over de middelen waarop ze een beroep zou kunnen doen voor de oplossing van de maatschappelijke en psychologische problemen welke door haar toestand zijn ontstaan, en inzonderheid over de rechten, de bijstand en de voordelen bij wet en decreet gewaarborgd aan de gezinnen, aan de al dan niet gehuwde moeders en hun kinderen, evenals over de mogelijkheid om het kind dat geboren zal worden te laten adopteren;

3° de vrouw op wie de ingreep wordt uitgevoerd in België gedomicilieerd is;

4° in voorkomend geval, minderjarigen beneden de 18 jaar ook toestemming hebben van hun ouders of voogd.

§ 4. Voor de geneesheer die de zwangerschapsafbreking uitvoert, zal ook bij noodsituatie van de vrouw de strafbaarheid bovendien slechts wegvallen mits :

1° hij de vrouw heeft ingelicht over de onmiddellijke en toekomstige medische risico's waaraan zij zich blootstelt door het afbreken van de zwangerschap;

2° hij er zich van heeft vergewist dat aan de vrouw de voorafgaande voorlichting is verstrekt bedoeld in § 3, 2°, van dit artikel.

§ 5. Opdat de strafbaarheid van zwangerschapsafbreking in geval van noodsituatie zoals bedoeld in § 2 zou wegvallen, is tenslotte vereist dat een wachttijd van ten minste zeven dagen in acht wordt genomen vanaf de oorspronkelijke aanvraag van de vrouw, en dat zij haar aanvraag na voorlichting door de geneesheer overeenkomstig § 4, 1°, en door de dienst bedoeld in § 3, 1°, overeenkomstig § 3, 2°, schriftelijk heeft bevestigd, ten minste vierentwintig uur en ten hoogste achtenveertig uur vóór de ingreep.

Deze bevestiging wordt bij het medisch dossier gevoegd.

§ 6. Le médecin ou toute autre personne qualifiée de l'établissement de soins où l'intervention est pratiquée doit assurer l'information de la femme en matière de contraception. »

Art. 2

Dans le même Code est inséré un article 350bis, libellé comme suit :

« Article 350bis. — Aucun médecin, aucun praticien de l'art infirmier, aucun praticien d'une profession paramédicale ou auxiliaire paramédical d'un établissement ne peut être contraint de prêter son concours à une interruption de grossesse. »

Le médecin qui refuse de pratiquer une telle intervention est tenu d'aviser la femme de son refus dans les trois jours suivant les informations qu'il lui a données conformément à l'article 350, § 4, 1°. En cas de refus, il est tenu de lui fournir tous les renseignements utiles concernant les possibilités de trouver un service d'accueil et un médecin qui seraient éventuellement disposés à pratiquer l'intervention. »

Art. 3

A l'article 351 du même Code, les mots « , en dehors des conditions définies à l'article 350, §§ 2, 3, 4 et 5, » sont insérés entre les mots « se sera fait avorter » et les mots « sera punie ».

Art. 4

L'article 352 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Article 352. — Lorsque les moyens employés dans le but de faire avorter la femme auront causé la mort, celui qui les aura administrés ou indiqués dans ce but sera condamné à la réclusion, si la femme a consenti à l'avortement, mais que l'intervention ait été pratiquée en dehors des conditions définies à l'article 350, §§ 2, 3, 4 et 5, et aux travaux forcés de dix ans à quinze ans, si elle n'y a point consenti. »

Art. 5

A l'article 353 du même Code, les mots « les articles 348, 350 et 352 » sont remplacés par les mots « les articles 348 et 352 ».

§ 6. De geneesheer of enige andere bevoegde persoon van de instelling voor gezondheidszorg waar de ingreep wordt verricht, moet aan de vrouw de nodige voorlichting verstrekken inzake contraceptiva. »

Art. 2

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 350bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 350bis. — Geen geneesheer, geen verpleegkundige, geen beoefenaar van een paramedisch beroep of lid van het paramedisch personeel van een instelling kan ertoe gedwongen worden medewerking te verlenen aan een zwangerschapsafbreking. »

De geneesheer die weigert een dergelijke ingreep te verrichten is ertoe gehouden de vrouw van zijn weigering in kennis te stellen binnen drie dagen na de voorlichting die hij haar heeft gegeven overeenkomstig artikel 350, § 4, 1°. In geval van weigering dient hij haar al de nuttige inlichtingen te verstrekken over de mogelijkheden om een opvangdienst en een geneesheer te vinden die in voorkomend geval bereid kunnen zijn de ingreep te verrichten. »

Art. 3

In artikel 351 van hetzelfde Wetboek, worden tussen de woorden « de vrouw die » en « opzettelijk » ingevoegd de woorden « , buiten de voorwaarden gesteld bij artikel 350, §§ 2, 3, 4 en 5, ».

Art. 4

Artikel 352 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Artikel 352. — Wanneer de middelen, gebruikt met het oogmerk om vruchtafdrijving te verwekken, de dood tot gevolg hebben, wordt hij die ze met dat oogmerk heeft aangewend of aangewezen, veroordeeld tot opsluiting indien de vrouw daarin weliswaar heeft toegestemd doch de ingreep werd verricht buiten de voorwaarden gesteld in artikel 350, §§ 2, 3, 4 en 5, en tot dwangarbeid van 10 tot 15 jaar, indien zij daar niet in heeft toegestemd. »

Art. 5

In artikel 353 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « in de gevallen van de artikelen 348, 350 en 352 » vervangen door de woorden « in de gevallen bedoeld bij de artikelen 348 en 352 ».

F. BAERT.
W. PEETERS.